

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER

CCTP LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES PHASE : DCE

MAITRE D'ŒUVRE

IPH INGENIERIE

Rue Pierre Gassendi
76 150 La Vaupalière
Tél : 02 35 33 20 82 - Fax : 02 35 74 45 96
Courriel : rouen@iph-bet.fr

MAITRE D'OUVRAGE

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NORMANDIE


Département des affaires immobilières
25, rue de Fontenelle
76 000 ROUEN
Tél : 02 32 08 93 04

MAITRE D'ŒUVRE

CAS'ART


21, Place Saint Marc
76000 Rouen
Tel : 02 35 52 00 36
Courriel : casart@wanadoo.com

DOSSIER N°	IND.	DATES	MODIFICATIONS / ÉTAPES	RÉDACTEURS	RÉFÉRENTS
70852	C	20/01/2026	Création du document	IPH INGENIERIE	E.VAL
		11/02/2026			

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
11/02/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 2 sur 15

SOMMAIRE

1 >	DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
1.1	Présentation de l'opération.....	3
1.2	Décomposition des lots	3
1.3	Documents de référence	3
2 >	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	4
2.1	Documents de références contractuelles.....	4
3 >	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES A TOUS LES LOTS	8
3.1	Connaissance des lots.....	8
3.2	Connaissance du dossier – visite des lieux	8
3.3	Contexte d'exécution des prestations	8
3.4	Mesures - Quantitatif.....	8
3.5	Etudes et plans d'exécution.....	9
3.6	Spécifications générales	10
3.7	Provenance – Qualité et préparations des travaux.....	10
3.8	Exécution des travaux – Liaison avec les autres corps d'état.....	11
3.9	Réunion de chantier.....	12
3.10	Réception de chantier.....	12
3.11	Planning prévisionnel et d'exécution	12
3.12	Pénalités.....	13
3.13	Installation de chantier.....	13
3.14	Compte prorata	13
3.15	Nettoyage du chantier	13
3.16	Dossier des ouvrages exécutés	14

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 3 sur 15

1 > DESCRIPTION DES PRESTATIONS

1.1 Présentation de l'opération

La présente notice décrit les travaux prévus dans le cadre du projet de relocalisation du centre d'information et d'orientation (CIO) au centre des finances publiques de Pont-Audemer.

L'établissement est situé au 6 Av. de l'Europe, 27500 Pont-Audemer.

1.2 Décomposition des lots


Les travaux sont répartis suivant l'allotissement suivant :

- Lot 01 : Désamiantage – Démolition – Gros Œuvre – VRD
- Lot 02 : Menuiseries Extérieures
- Lot 03 : Plomberie – Chauffage – Ventilation
- Lot 04 : Menuiserie intérieures – Cloisons – faux plafonds
- Lot 05 : Électricité
- Lot 06 : Peinture –Sol souple
- Lot 07 : Métallerie – Escalier

1.3 Documents de référence

L'entreprise devra prendre en compte les documents complémentaires suivants :

- **Programme technique**
- **DAAT**
- **G2 Pro escalier**

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 4 sur 15

2 > PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 Documents de références contractuelles

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants :

Les Documents Techniques Unifiés :

GROS ŒUVRE :


- ⇒ DTU 12 : Terrassements
- ⇒ DTU 13.1 : Fondations superficielles
- ⇒ DTU 13.2 : Fondations profondes
- ⇒ DTU 20 : Maçonneries
- ⇒ DTU 20.11 : Parois et murs de façade en maçonnerie
- ⇒ DTU 14.1 : Travaux de cuvelage
- ⇒ DTU 21 : Béton armé
- ⇒ DTU 21.4 : L'utilisation de chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et béton
- ⇒ DTU 23.1 : Parois et murs en béton banché
- ⇒ DTU 26.1 : Enduits au mortier de liants hydrauliques
- ⇒ DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE

- ⇒ DTU 36.5 : Mise en œuvre des fenêtres et portes extérieures.
- ⇒ DTU 37.1 : Menuiseries métalliques.
- ⇒ DTU 36.1/37.1 : Choix des fenêtres et des portes fenêtres extérieures en fonction de leur exposition.
- ⇒ NF DTU 36 : travaux de vitrerie – miroiterie
 - NF DTU 39 P1-1
 - NF DTU 39 P1-2
 - NF DTU 39 P2
 - NF DTU 39 P3
 - NF DTU 39 P4
 - FD DTU 39 P5

MENUISERIES INTERIEURES – CLOISONS - PLAFONDS

- ⇒ DTU 25.1 : enduits intérieurs en plâtre
- ⇒ DTU 25.232 : plafonds suspendus – plaques de plâtre à enduire – Plaques de plâtre à parements lisse directement suspendus
- ⇒ DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – Exécution des cloisons en carreaux de plâtre
- ⇒ DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parement en plâtre – Plaques à face cartonnée
- ⇒ DTU 25.42 : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches – plaques à parement en plâtre isolant.
- ⇒ DTU 35.1 Cloisons amovibles et démontables
- ⇒ DTU 58.1 : Travaux de mise en œuvre – plafonds suspendus
- ⇒ DTU 36.1 : menuiserie en bois
- ⇒ DTU 36 : travaux de vitrerie – miroiterie

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 5 sur 15

PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

- ⇒ Normes françaises de la classe P.40.
- ⇒ D.T.U. 60.1 et ses additifs, 60.31, 60.32 et 60.33 applicables aux travaux de PLOMBERIE SANITAIRE.
- ⇒ D.T.U 60.5, 60.11, 60.41.
- ⇒ DTU 68.1 et 68.2 concernant les installations de ventilation mécanique.
- ⇒ D.T.U 67 concernant les installations de réfrigération.
- ⇒ DTU 65, 65.4, 65.8, 65.9, 65.10, 65.11 concernant les installations de chauffage.
- ⇒ Normes NF P 41.201 : Travaux plomberie – NF P 43 : Robinetterie.
- ⇒ Cahiers des prescriptions spéciales correspondants.
- ⇒ Normes NF C 15.100 et NF C 14.100 et leurs additifs, concernant les installations électriques.
- ⇒ DTU 24.1 - Fumisterie.
- ⇒ PR NF EN 15287-1/A1 de juin 2010 : Conduits de fumées, conception, installation et mise en service des conduits de fumées – Partie 1 : Conduits de fumées pour appareils de combustion qui prélèvent l'air comburant dans la pièce.
- ⇒ DTU 68.1 (norme XP 50-410) - Installations de ventilation mécanique contrôlée.
- ⇒ DTU 68.2 (norme XP 50-411-1) - Exécution des installations de ventilation mécanique contrôlée.
- ⇒ Arrêté du 6/10/78 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur.
- ⇒ Arrêté du 24/03/82 modifié par l'arrêté du 28/10/83, dispositions relatives à l'aération des bâtiments.
- ⇒ Loi du 31.12.92 relative à la lutte contre le bruit,
- ⇒ Norme NFP 50.401, 50.402 : Conduit de distribution d'air.
- ⇒ Norme NFE 51.700, 51.711, concernant les installations de VMC.
- ⇒ NFE 51-713 : Bouches d'extraction pour VMC - Spécifications et contrôle de la conformité aux spécifications.


ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

- ⇒ Toutes les prescriptions particulières applicables des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux d'électricité (ERDF) et téléphone (France Télécom),
- ⇒ L'ensemble des normes européennes (E.N.), et l'ensemble des normes françaises émanant de l'A.F.N.O.R. et de l'U.T.E. (Union Technique de l'Electricité) se rapportant aux ouvrages décrits. Les normes européennes prévaudront sur les normes françaises qui devront être prises par défaut.

Installation Basse Tension

- ⇒ Dispositions du Décret du 14 novembre 1988 relatives à la "protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques" ainsi qu'à toutes les interprétations officielles de ce Décret (circulaires du Ministère du Travail en particulier),
- ⇒ Dispositions des Arrêtés des 9 et 11 mai 1951, relatives à la "Protection contre les parasites d'origine électrique",
- ⇒ NFC 15-100 : Installations électriques basse tension,
- ⇒ NFC 15-900 : Cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication,
- ⇒ NFC 14-100 : Installations des branchements basse tension tarifs bleu et jaune,
- ⇒ Arrêté du 26 février 2003 et décrets associés portant sur les installations d'éclairage de sécurité dans les établissements assujettis à la législation du travail.

Code du travail

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 6 sur 15

- ⇒ Décret N°92-332 du 31 mars 1992,
- ⇒ Décret N°94-346 du 2 mai 1994 (relatif aux dispositions concernant la prévention des incendies et l'évacuation applicables aux lieux de travail),
- ⇒ Arrêté du 5 août 1992 modifié par arrêtés du 22 septembre 1995 et du 10 septembre 1998 relatif aux dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.

Réseaux VDI (Voix Donnée Image)

- ⇒ Décrets et arrêtés concernant l'établissement des lignes téléphoniques dans les immeubles neufs,
- ⇒ Normes, règlements et recommandations du Comité Consultatif International Télégraphique et Téléphonique (C.C.I.T.T.),
- ⇒ Aux spécifications techniques de France Télécom,
- ⇒ ISO 8802-3 Norme relative au réseau de type Ethernet,
- ⇒ EIA/TIA 568 spécifications pour le câblage des réseaux de communication,
- ⇒ ISO DIS 11801 Norme précisant les dispositions techniques et les performances du câblage des réseaux,
- ⇒ Aux normes CEM, notamment EN 55022, EN 50081-1 et EN 50082-2,
- ⇒ NFC 15-900 : cohabitation entre les réseaux de communication et d'énergie – installation des réseaux de communication.

Système de sécurité incendie


- ⇒ Arrêté du 21 juillet 1994 relatif aux dispositions concernant les SSI,
- ⇒ Code du travail,
- ⇒ Normes AFNOR relatives aux Systèmes de Détection Incendie :
 - NFS 61930 à NFS 61940,
 - NFS 61150, NFS 61961, NFS 61962,
 - NFS 61970.

PEINTURE INTERIEURE – SOLS SOUPLES

- ⇒ DTU 59.1 : Travaux de peinture des bâtiments
- ⇒ DTU 59.3 : Peinture de sols
- ⇒ DTU 59.4 : Mise en œuvre des papiers peints et des revêtements muraux
- ⇒ DTU 53.2 : Revêtements de sol plastiques collés

CARRELAGE – FAIENCE :

- ⇒ Carrelage :
 - DTU 26.2 : chapes et dalles à base de liants hydrauliques :
 - NF P14-201-1
 - NF P14-201-2
 - NF P14-201-1/A1
 - NF P14-201-1/A2
 - NF P14-201-1/A3
 - DTU 52.1 : revêtements de sol scellés :
 - NF P61-202-1
 - NF P61-202-2

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 7 sur 15

⇒ Faïence :

- DTU 55.2 : revêtements muraux attachés en pierre mince :
 - NF P65-202-1
 - NF P65-202-2

REGLES DE CALCUL :


- ⇒ Règles de calcul EUROCODE
- ⇒ Eurocode 3 "Calcul des structures en acier"
- ⇒ Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier (construction métallique N° 3 – 1982)
- ⇒ NFP 06 001 Charges d'exploitation des bâtiments (en l'absence de précision indiquée dans la partie description des ouvrages).
- ⇒ Règles NV 65 Modifiées 99 Règles définissant les effets du vent sur les constructions Modificatif N°2.
- ⇒ Les charges climatiques à prendre en compte seront définies par les "Règles définissant les effets de la neige et du vent" établies par le Groupe de Coordination des textes Techniques (Règles NV 65 modifiée 99, 67) et par les "Actions de la neige sur les constructions" (Règles N 84 modifiées 95).
- ⇒ DTU 60.11 (DTU P40-202) : Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire des installations d'évacuation des eaux pluviales
- ⇒ Règles N84 Modifiées 2000 Action de la neige sur les constructions.
- ⇒ Eurocode 4 "Conception et dimensionnement des structures mixtes acier-béton 4349
- ⇒ Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et en particulier aux
- ⇒ Les règles CM en vigueur Règles de calcul des constructions en acier" ;
- ⇒ Les règles FA "Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier" ;
- ⇒ La réglementation parasismique de la construction des bâtiments :
 - Décret n°2005-1005 du 23 août 2005 relatif à l'extension du contrôle technique obligatoire à certaines constructions exposées à un risque sismique et modifiant le code de la construction et de l'habitation
 - Décret n°2007-1727 du 7 décembre 2007 relatif à l'extension du contrôle technique obligatoire à certaines constructions exposées à un risque sismique et modifiant le code de la construction et de l'habitation
 - Arrêté du 10 septembre 2007 relatif aux attestations de prise en compte des règles de construction parasismique à fournir lors du dépôt d'une demande de permis de construire et avec la déclaration d'achèvement de travaux
 - Décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010, relatif à la prévention du risque sismique
 - Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010, portant délimitation des zones de sismicité du territoire français
 - Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »
 - Arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicable aux bâtiments de la classe dite "à risque normal"
 - Arrêté du 25 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Réglementation sécurité :

⇒ Code du travail

Cette liste est non limitative, l'entrepreneur est tenu de respecter toutes les réglementations, normes NF/EU, décrets, annexes, amendements, circulaires, avis technique, en vigueur et liés à ses prestations.

Tout ouvrage ou mise en œuvre non conforme aux réglementations en vigueur seront obligatoirement et intégralement remplacer aux frais de l'entreprise titulaire du présent lot.

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 8 sur 15

3 > PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES A TOUS LES LOTS

3.1 Connaissance des lots

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyse et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestations.

3.2 Connaissance du dossier – visite des lieux

Pour l'élaboration de son offre, l'entrepreneur est censé connaître parfaitement l'ensemble du dossier de consultation. Toute limite de prestation ou de fourniture imprécise doit faire l'objet de questions de la part de l'Entreprise lors de son chiffrage afin qu'aucun litige ultérieur ne puisse intervenir lors de la réalisation de la mission.

L'entrepreneur devra s'assurer de l'état des bâtiments, terrains, accès, etc. actuels du site, il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux tels qu'ils sont, pour réclamer une indemnité ou demander d'éventuelles rémunérations pour travaux supplémentaires.

Chaque entreprise aura apprécié toutes les difficultés ou adaptations liées au site, que ce soit en termes d'accès (livraisons, accès des véhicules de travaux, etc.) que d'interventions (blindage, échafaudage, etc.). Toutes les dispositions nécessaires à l'élaboration des travaux en fonction de l'état du site seront incluses dans l'offre de l'entreprise. Toutes demandes de prestations complémentaires liées à des adaptations d'interventions (sauf travaux complémentaires demandés par le Maître d'Ouvrage) seront systématiquement refusées.

3.3 Contexte d'exécution des prestations

Les travaux s'effectueront en site en fonctionnement avec présence des locataires.

Les entreprises doivent impérativement inclure dans leurs offres toutes les contraintes liées à une présence permanente de personnes extérieures au chantier et prévoir ainsi toutes les mesures nécessaires au contexte en termes d'équipements et de méthodologie de travail (protections particulières, isolation de la zone de travail, signalétique, horaires décalés, poussière, bruit, maintenir et protéger les accès aux locataires, etc.).

Les entreprises s'engagent à respecter les consignes de sécurité, de confidentialité et d'accès imposés par le Maître d'Ouvrage.


Pour tous les travaux techniques, les entreprises doivent assurer la continuité des services et des installations en cours. Toutes dispositions nécessaires au maintien des installations techniques en fonction pendant toute la durée des travaux sont incluses dans l'offre des entreprises.

3.4 Mesures - Quantitatif

Les quantités renseignées au bordereau DPGF et les dimensions indiquées aux CCTP sont toujours données exclusivement à titre indicatif et indiquées « ouvrage en place ».

L'entrepreneur, avant remise de son offre, devra effectuer les vérifications nécessaires des quantités et prises de cotes afin de les inclure dans la remise de son offre.

Les pertes éventuelles nécessaires ou les ouvrages annexes indispensables à la réalisation des travaux seront pris en compte dans l'offre général de l'entreprise.

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 9 sur 15

Il devra vérifier les dimensions existantes sur site et prendre connaissance des plans fournis au présent dossier de consultation.

Les prix forfaitaires et quantités indiqués par le présent lot seront toujours donnés « ouvrages mis en œuvre sur site » incluant toutes les préparations, ouvrages complémentaires ou annexes, nécessaires à la bonne mise en œuvre de l'ouvrage. Toutes les prestations annexes indispensables à la réalisation des travaux sont implicitement inscrites dans l'offre de l'entreprise.

Le titulaire du présent lot ne pourra à aucun moment, exiger tout supplément de prix sur des ouvrages annexes indissociables de la prestation à réaliser ou sur une mauvaise appréciation du site (accessibilité, dimensions des ouvrages existants, etc.)

Sont inclus dans son offre de prix, les frais d'adaptation des prestations du présent lot aux ouvrages existants.

3.5 Etudes et plans d'exécution

Études techniques - Notes de calcul – Plans – Fiches techniques

Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entrepreneur, ainsi que l'établissement des plans d'atelier et des plans de montage sur chantier.

Les plans d'exécution prendront en compte les existants et devront s'y adapter.

Les plans et les dessins devront faire apparaître tous les détails d'exécution d'assemblages, de fixations, etc., et ils seront cotés, établis à une échelle en rapport aux dimensions des ouvrages. Les plans et détails correspondront à chaque cas de figure du présent bâtiment à réaliser. **Toutes les coupes et détails type provenant des documentations fabricant seront systématiquement refusés par la Maîtrise d'œuvre.**

Tous les plans, dessins, notes de calcul seront remis à l'architecte en temps voulu en fonction du planning d'exécution. Tous les plans seront cotés dans les 3 dimensions. La référence de cotation pour les ouvrages seront toujours réalisés à partir des files d'axes de l'ossature métallique.


L'entreprise devra obligatoirement fournir des plans et détails réalisés par l'intermédiaire d'un logiciel de Dessin Assisté par Ordinateur par Autocad (ou tout logiciel pouvant être converti en fichier Autocad) L'entreprise ne disposant pas de logiciel devra obligatoirement recourir à un bureau d'études équipés dont les frais seront systématiquement compris dans l'offre de prix générale.

Les études techniques de l'entrepreneur comprendront toutes les fiches techniques et avis techniques concernant ses ouvrages pour validation par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant sous **20 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle, et copie de l'envoi à l'OPC. Un exemplaire papier sera transmis à la Maîtrise d'Ouvrage.

Transmission d'informations aux autres corps d'état

L'entrepreneur devra fournir aux autres corps d'état tous les renseignements qui leur seront nécessaires pour l'établissement de leurs études techniques. A compter de la date de demande du corps d'état concerné, l'entrepreneur

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 10 sur 15

devra transmettre **sous 10 jours calendaires** les informations nécessaires avec copie de l'envoi au Maître d'œuvre, l'OPC et bureau de contrôle.

Plans de réservation

L'entrepreneur titulaire d'un lot devra donc, avec le concours du ou des entrepreneurs concernés, mettre au point et établir les plans de réservation.

A notification du premier ordre de service, l'entrepreneur devra produire et remettre les documents cités ci-avant **sous 20 jours calendaires en 3 exemplaires** pour validation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle, avec copie des envois à l'OPC.

Il est bien spécifié que dans le cas où tous oublis par un entrepreneur d'un lot de certaines réservations renseignés par les lots concernés, dont notamment les engravures, n'auraient pas été réalisées, les travaux complémentaires nécessaires seront entièrement à la charge du dit lot, et il devra en particulier tailler les engravures manquantes et réaliser les réservations nécessaires, sans supplément de prix.

Plans de synthèse entre chaque corps d'état

La Maîtrise d'Œuvre a la mission de synthèse de l'opération.

3.6 Spécifications générales

Les travaux devront comprendre toutes les fournitures et la mise en œuvre ainsi que toutes prestations accessoires nécessaires pour assurer la livraison des ouvrages en complet et parfait état de finition.

Dans tous les cas, les ouvrages devront respecter les indications figurées aux plans du Maître d'Œuvre en ce qui concerne le principe de menuiseries, le nombre, la disposition et les systèmes des ouvrants, etc.

Avant l'exécution des ouvrages, l'entrepreneur du lot devra relever exactement les mesures de vide en tableau de toutes les baies devant recevoir des menuiseries. Il signalera, le cas échéant, au Maître d'œuvre, toutes différences importantes qu'il aurait constatées.

3.7 Provenance – Qualité et préparations des travaux

Matériels et matériaux


Les matériaux, matériels et fournitures diverses utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que les caractéristiques ou usines de production proposées par l'entrepreneur devront être soumis au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage pour acceptation avant emploi.

Dans tous les cas, les matériaux et matériels seront certifiés NF/CE.

Les équipements soumis à un degré coupe-feu ou une réaction au feu spécifique seront obligatoirement titulaires d'un procès-verbal d'essais conforme et à jour.

Les matériaux isolants seront certifiés ACERMI, vitrages CEKAL, etc.

Echantillons

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 11 sur 15

Chaque entrepreneur devra présenter des échantillons ou prototypes de leurs ouvrages au Maître d'Ouvrage et Architecte pour validation. Les nombres et types d'échantillons sont détaillés dans chaque CCTP respectif.

Contrôles

Tous les ouvrages devront être conformes aux normes et échantillons remis.

Garantie fabricant

Tous les ouvrages et produits employés seront obligatoirement soumis à une garantie constructrice avec un minimum de 1 an. L'entrepreneur sera tenu d'en informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Il présentera les certificats du fabricant attestant la garantie.

Les ouvrages et procédés réalisés seront conformes et en accord avec les réglementations qui leurs sont applicables tels que les DTU, normes NF/CE, etc.

3.8 Exécution des travaux – Liaison avec les autres corps d'état

Connaissance des lots

L'entrepreneur a contractuellement réputé avoir pris connaissance des prestations et plans techniques des autres lots afin d'analyse et prendre en compte dans son offre toutes les limites de prestations.

Maintien des ouvrages

La proposition de l'entreprise s'entend compris la réfection de tous les ouvrages défectueux et ce jusqu'à la réception des travaux, ainsi que la protection des ouvrages contre les chocs, salissures et intervention des autres corps d'état.

L'entreprise ne pourra prétendre à aucun avenant à son marché et devra anticiper et prévoir, dans sa proposition, tout complément qu'elle jugerait indispensable à la bonne réalisation de ses prestations.

Exécution

Lors de l'application, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de solliciter, s'il le juge nécessaire, les conseils bénévoles du fabricant dont les produits auront été retenus.

Protection des ouvrages

L'Entrepreneur est responsable de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur ses ouvrages, les ouvrages des autres corps d'état ou les ouvrages mitoyens.


Il sera tenu responsable et devra remettre en état à ses frais tous ouvrages auxquels il aura occasionné des dégradations et ceci sans délai d'exécution.

Réception des supports

L'entrepreneur devra réaliser la réception des supports au minimum **10 jours calendaires** avant son intervention.

Elle sera obligatoirement réalisée en présence de l'entreprise ayant réalisée le support, le titulaire du lot intervenant par la suite, et le Maître d'œuvre.

En cas d'absence de l'entreprise intervenante sur le support, cette réception ne pourra être reportée qu'une seule et unique fois d'un délai maximum de **5 jours calendaires**. Dans le cas d'une nouvelle absence, l'entrepreneur aura

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 12 sur 15

réputée avoir réceptionné le support, sans réserve et prendra en charge toutes les reprises et adaptations nécessaires à ses ouvrages conformément au DTU.

Cette réception ne pourra être effectuée qu'en présence des 3 parties. Toute réception individuelle en dehors de la date de réception des supports est proscrite.

Il est rappelé aux entreprises que la réception concerne l'état de surface du support conformément aux DTU et aux exigences minimales des ouvrages à venir.

Chaque lot doit les préparations des supports conformes au DTU et prévus au présent CCTP, et qu'il a l'obligation de réaliser les reprises nécessaires dans la limite des tolérances acceptées par le DTU, à défaut il remplacera l'ouvrage.

3.9 Réunion de chantier

Le responsable du suivi des travaux de chaque entreprise sera présent à chaque réunion de chantier dont il fera l'objet d'une convocation sur le compte-rendu de chantier.

Toute absence sera informée au minimum 2 jours avant la réunion de chantier (en dehors des Week end et jours fériés en cas de réunion le lundi)

3.10 Réception de chantier

Le responsable du suivi des travaux de chaque entreprise sera obligatoirement présent à la réception de chantier. En cas d'absence, il ne pourra contester les réserves qui lui auront été notifiées.

Le responsable du suivi des travaux sera obligatoirement présent à la réunion de levées des réserves.


3.11 Planning prévisionnel et d'exécution

Chaque entreprise a pris connaissance des délais impartis à leurs lots dans le planning prévisionnel joint au présent DCE dont le délai global ne sera pas extensible.

Les délais indiqués sont à respecter sans extension de délais. L'entrepreneur aura réputé compris dans son offre de prix tous les moyens humains et matériels nécessaires au respect des délais exigés.

Lors de l'appel d'offres, l'entrepreneur devra indiquer dans son mémoire technique, les contraintes de délais incohérentes ou inadaptées, et proposer une solution permettant de respecter le délai global de l'opération. A défaut d'indications, l'entrepreneur confirme le respect et maintien des délais du planning prévisionnel.

Un planning d'exécution sera établi par l'OPC lors de la préparation de travaux. Ce dernier sera validé et signé par toutes les entreprises avant la fin de la période de préparation des travaux. Chaque entrepreneur sera tenu de transmettre les compléments de délais exigés par l'OPC dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de sa demande.

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 13 sur 15

3.12 Pénalités

Les pénalités journalières sont soumises au Cahier des Clauses Administratives Particulières, puis à défaut d'informations, au Cahier des Clauses Administratives Générales.

3.13 Installation de chantier

Chaque entreprise gère ses propres installations, déchets, moyens d'accès, moyens de levage.

3.14 Compte prorata

Pour ce dossier il n'est pas prévu de compte prorata :

L'installation de chantier est réalisée par le lot gros œuvre comprenant :

- Casiers
- Nettoyage
- Micro-onde, frigo

Un montant forfaitaire sera appliqué aux entreprises pour les frais de consommation en eau froide et électricité.

Chaque entreprise prend en charge financièrement l'évacuation des gravats issus de ses travaux de démolition.

3.15 Nettoyage du chantier


Chaque titulaire des lots devra le nettoyage quotidien du chantier après chacune de ses interventions et avant le passage du corps d'état suivant ainsi que l'évacuation des gravats à la décharge publique.

Le chantier sera tenu dans un état de propreté constant pour la durée du chantier.

L'entrepreneur fournira à ses équipes tout le nécessaire pour satisfaire cette prestation : balais, aspirateurs, sacs, bennes, serpillières, produits d'entretien, etc.

Avant chaque prise des lieux pour intervention, le corps d'état intervenant signalera à la maîtrise d'œuvre tout manquement à la bonne tenue du chantier nécessitant un nettoyage avant travaux. Dans ce cas, le nettoyage immédiat incombera l'entreprise ayant précédée le corps d'état. Dans le cas contraire, le présent corps d'état acceptera l'état des lieux pour intervention et tout nettoyage lui incombera exclusivement.

Les jours de retard calendaires dues à des manquements au nettoyage du chantier seront appliqués au(x) corps d'état concerné(s)

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 14 sur 15

Dans le cas de constat de manquements au nettoyage du chantier constatés par le Maître d'œuvre sans avoir été alerté préalablement, le nettoyage des lieux sera réalisé par une entreprise qualifiée désignée par le Maître d'Ouvrage dont les frais seront imputés de manière égale au(x) corps d'état concerné(s).

3.16 Dossier des ouvrages exécutés


Le titulaire du présent lot fournira **15 jours avant la réception des travaux**, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) provisoire pour validation préalable avant remise du DOE définitif comme suit :

- ⇒ 1 exemplaires papier pour le Maître d'Ouvrage + 1 Clés USB.
- ⇒ 1 exemplaire dématérialisé pour le Maître d'Œuvre Architecte pour établissement du procès-verbal de réception sans réserve.
- ⇒ 1 exemplaire dématérialisé pour le Bureau d'Etudes de la Maîtrise d'œuvre.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le CSPS pour établissement de son dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages.
- ⇒ 1 exemplaire papier pour le Bureau de Contrôle pour établissement de son rapport final de contrôle technique

Le DOE comprendra :

- ⇒ Les plans, détails, coupes, notes de calculs à jour de l'opération,
- ⇒ Les fiches techniques avec Procès-Verbaux et Avis techniques divers des matériaux,
- ⇒ Les notices techniques des entretiens nécessaires des matériaux par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de la pérennité du produit.

Il est rappelé aux entrepreneurs qu'aucun procès-verbal de levées des réserves, ni établissement de décompte général définitif (DGD) ne sera établi en l'absence de remise des DOE.

70852	DCE	CCTP LOT 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	
20/01/2026	C	TRAVAUX DE RELOCALISATION DU CIO AU CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE PONT-AUDERMER	Page 15 sur 15

ENTREPRISE

DATE:

MAITRE D'OUVRAGE

DATE:

MAITRE D'ŒUVRE

DATE: